

Chambre. D'aucuns demandent que le gouvernement fédéral investisse davantage dans nos centres urbains et que soit étendu le secteur public fédéral. D'autres ont reconnu qu'un grand nombre de programmes du gouvernement fédéral étaient en voie d'exécution dans les villes. Ceux-là demandent qu'à l'occasion de la nomination du nouveau ministre d'État, ces programmes soient coordonnés et que soit définie une politique qui concernerait l'ensemble des programmes urbains du gouvernement fédéral. L'élaboration de nouveaux programmes a également été proposée.

La troisième attitude qu'ont adoptée certains députés et d'autres personnes qui ont eu des observations à faire au sujet du discours du trône s'inspirait de considérations d'ordre constitutionnel. On a fait valoir que le gouvernement fédéral n'était pas le seul à avoir des responsabilités en matières urbaines. On a étudié ces questions constitutionnelles. On étudie en ce moment la participation des autres niveaux de gouvernement. Comme le ministre l'a fait lui-même remarquer, une politique nationale intelligente n'est pas simplement une politique fédérale que l'on a planifiée, sur laquelle on s'est mis d'accord et qu'on a fait appliquer à tous les niveaux de gouvernement. Plusieurs députés ont proposé des mécanismes politiques auxquels participeraient les trois paliers de gouvernement; à propos du logement, par exemple, des ports ou du transport terrestre dans les villes.

• (9.50 p.m.)

Avec un peu de chance, nous pourrions étudier les points que j'ai énumérés dans un contexte plus vaste qu'auparavant, quand le ministre n'était responsable du logement qu'en théorie. Le fait que le nouveau titre du ministre fasse état des questions urbaines est encourageant en soi. Personnellement, la nouvelle désignation évoque plus que le logement, plus même que l'expression «expansion urbaine», qui était utilisée dans le passé. Ces mandats limités,—logement et expansion urbaine—semblent axés sur l'idée de croissance et une notion de futurisme et non sur l'intensification de l'utilisation des aménagements actuels et l'intérêt manifesté vis-à-vis de la situation présente de la vie urbaine. C'est là le sujet que j'aimerais discuter durant le peu de temps qui m'est accordé. La référence aux affaires urbaines indique que l'on reconnaît ce que la vie urbaine offre de possibilités aux Canadiens.

Je propose que le Canada devienne un pays urbanisé et que nous nous engageons à donner à tous les Canadiens la chance de vivre une vie urbaine, qu'ils soient ou non citoyens. J'entends par cela que les Canadiens soient intégrés à la vie urbaine et conscients des chances qui leur sont données de participer aux expériences qui réunissent les hommes dans les villes, phénomène particulier aux agglomérations urbaines: celles de communiquer, d'apprendre, de se développer dans le contexte humain; l'occasion de déterminer son mode de vie et de choisir ses congénères; la chance de jouir d'une grande variété d'expériences, de biens et de services, de loisirs et de divertissements.

Au cours d'un récent discours, le ministre chargé du logement, l'honorable représentant de Port Arthur (M. Andras), qui deviendra ministre d'État aux affaires urbaines, a proposé de nouveaux mandats qui seront ses critères pour les programmes urbains futurs. Il a posé

cette question: Le programme doit-il être rentable du point de vue du confort social et de la stimulation des gens? Le programme accélère-t-il le rythme de vie des grandes cités qui deviendront le foyer de la plupart des Canadiens? Ce sont là des questions qui nous intriguent et qui peuvent vouloir dire, du moins je l'espère, que de nouvelles normes d'action de la part du gouvernement entreront en vigueur selon les lignes directrices que j'ai mentionnées.

Ottawa a cherché par le passé la façon de diriger les milieux urbains. Il était naturel de voir dans l'AANB le moyen permettant au gouvernement de jouer un rôle dans le développement des villes. Le transport, le logement et les réseaux d'égouts ont été par le passé les sphères d'activité d'Ottawa. Je crois que la façon dont nous avons traité la chose par le passé était trop orientée vers le caractère matériel de la vie urbaine et pas assez vers le caractère humain. Nous avons cru que la réponse aux problèmes urbains résidait dans les solutions matérielles—de meilleurs logements, des services de transport plus rapides et plus efficaces et un meilleur traitement des eaux usées.

Ces programmes sont importants et nous ne devons pas les ralentir, mais je crois que nous nous fions trop aux installations matérielles. En outre, les solutions fondées sur des installations comportent la destruction et le remplacement de notre entourage actuel; la politique de la terre rasée commence à révolter les citoyens qui vivent dans les pires conditions physiques. On tend depuis quelque temps à reléguer la croissance physique comme norme valable de progrès urbain en faveur d'une nouvelle norme que l'on appelle «qualité de vie». Toutefois, même cette expression devient synonyme d'un phénomène physique et d'une nouvelle sorte d'installations matérielles. On l'emploie pour désigner le niveau de pollution, la conservation de la faune. Il s'agit encore une fois de croissance, mais de l'investissement de fonds publics accrus. Ces prétendues priorités de qualité de vie sont importantes elles aussi, surtout la lutte contre la pollution. Nous devons combattre la pollution par les installations matérielles jusqu'à ce que le ministre des Pêches et des Forêts (M. Davis) fixe le plateau que la détérioration de notre environnement ne doit pas dépasser. Nous devons assurer la préservation d'un environnement salubre pour nous-mêmes, comme pour la flore et la faune sur lesquelles nous comptons. Toutefois, monsieur l'Orateur, le gouvernement a songé tout particulièrement à ces priorités matérielles en ce qui concerne les villes, mais il a oublié de tenir compte de l'urbanisme.

Tous les programmes dont j'ai parlé sont destinés à fournir le confort matériel et, tout important qu'il soit, il ne répond pas à l'expression du ministre «confort et stimulation sociale». Je prétends que si l'amélioration matérielle seulement était la solution, les conditions de vie seraient déjà excellentes dans nos villes, car il est certain que nous sommes les gens les mieux logés au monde. Je ne le dis pas pour nous vanter. Au contraire, nous avons de graves problèmes urbains au Canada, mais il y a de pires problèmes dans nos grandes villes que le confort et les normes matérielles. Ces problèmes sont évidents même dans les grandes villes où les normes matérielles sont largement suffisantes. On s'aperçoit de plus en plus qu'il y a absence de contact avec l'environ-